



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Saint-Denis, le 07 JAN 2021

**ARRÊTÉ n°21 - 9 SPCSJ**

**Mettant en demeure Madame DIJOUX Sylmeria et Monsieur DIJOUX Remi  
de faire cesser un danger imminent pour la santé et la sécurité des occupants  
d'un immeuble d'habitation édifié sur la parcelle cadastrée DE 318  
au 10 impasse des Caramboles – Plaine des Cafres  
sur le territoire de la commune du TAMPON**

---0---

**LE PREFET DE LA REUNION**  
chevalier de la Légion d'Honneur  
officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de la santé publique, et notamment ses articles L.1311-4 et R.1312-8 ;

**VU** l'arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes ;

**VU** le Règlement Sanitaire Départemental en date du 12 juillet 1985 modifié en 1992 pris en application du Code de la santé publique, et notamment ses articles 51 et 53;

**VU** le rapport du Consuel référencé n° RU204800045 en date du 24/11/2020 ;

**VU** le rapport de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de La Réunion établi à l'issue de l'enquête menée le 17/12/2020, relatant les faits constatés dans l'immeuble situé au 10 impasse des Caramboles – Plaine des Cafres – au TAMPON ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation électrique présente un danger pour la sécurité des occupants, en raison de risques de contacts directs avec des éléments sous tension, de risques de contacts indirects et d'un défaut de protection contre les surintensités : appareillages électriques détériorés ; câbles électriques mal fixés ; surcharge de l'interrupteur différentiel ; absence de liaison équipotentielle principale et de continuité électrique de la liaison équipotentielle supplémentaire dans la salle d'eau ;

**CONSIDÉRANT** la présence d'un chauffe-eau à gaz non étanche, dépourvu de dispositif d'évacuation des gaz brûlés vers l'extérieur ;

**CONSIDÉRANT** que cette situation constitue un danger grave et imminent pour la santé et la sécurité des occupants, et nécessite une intervention urgente afin d'écartier tout risque d'électrisation, d'électrocution et d'incendie, ainsi que tout risque d'intoxication au monoxyde de carbone (CO) ;

**CONSIDÉRANT**, dès lors, qu'il y a lieu de prescrire des mesures d'urgence propres à supprimer les risques susvisés ;

**SUR** proposition de la Sous-préfète chargée de mission cohésion sociale et jeunesse;

## ARRÊTE

**Article 1 :** Madame DIJOUX Sylmeria et Monsieur DIJOUX Remi, domiciliés tous deux au 7 place de l'Abbé d'Epée à LAVAL, sont mis en demeure, en qualité de bailleurs du logement adressé au 10 impasse des Caramboles – Plaine des Cafres (parcelle cadastrée DE 318), de faire procéder dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- **aux travaux de mise en sécurité de l'installation électrique du logement**, suivant les recommandations du rapport du Consuel référencé n°RU204800045 en date du 24/11/2020 Ces travaux doivent donner lieu à la délivrance, par le Consuel ou un bureau de contrôle, d'un certificat attestant de la mise en sécurité de l'installation électrique du logement ;
- **à la suppression des risques d'intoxication au monoxyde de carbone (CO)**, en mettant en conformité l'installation actuelle ou en procédant à sa dépose, le logement étant équipé d'un autre système de production d'eau chaude sanitaire n'utilisant pas le gaz comme combustible.

Le logement concerné est occupé par la famille DIJOUX Marie (2 adultes et 3 enfants).

Madame DIJOUX Sylmeria et Monsieur DIJOUX Remi tiennent à disposition de l'administration, tous les justificatifs attestant de la réalisation des travaux dans les règles de l'art.

**Article 2 :** En cas de non-exécution de ces mesures dans le délai fixé à l'article 1, il est procédé d'office aux travaux, aux frais des intéressés, sans autre mise en demeure préalable.  
La créance en résultant est recouvrée comme en matière de contributions directes.

**Article 3 :** Le non-respect des prescriptions du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues à l'article R.1312-8 du Code de la santé publique.

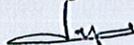
**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de La Réunion. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.  
Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé –EA 2-14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.  
Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Saint-Denis (27, rue Félix Guyon - BP 2024 - 97488 SAINT DENIS CEDEX), dans le délai de deux mois à compter de la notification précitée, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.  
La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :** Le présent arrêté est notifié à Madame DIJOUX Sylmeria et à Monsieur DIJOUX Remi, et transmis au Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de La Réunion, au Président du Conseil Départemental de La Réunion et aux occupants.  
Le présent arrêté est transmis au Maire de la commune du TAMPON en vue de son affichage en mairie ainsi que sur la façade de l'immeuble concerné.

**Article 6 :** Le Maire du TAMPON, la Sous-préfète chargée de mission cohésion sociale et jeunesse, le Sous-préfet de SAINT-PIERRE, le Général commandant de la Gendarmerie de la Réunion, le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, le Directeur de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale, le Directeur Régional des Finances Publiques, la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation  
la sous-préfète chargée de mission  
cohésion sociale et jeunesse,  
secrétaire générale adjointe



Camille DAGORNE